



Cespra (EHESS), Prim (Université de Tours)

Lundi 20 et mardi 21 juin de 9h – 18h

Auditorium du centre des colloques Campus Condorcet
présentiel / distanciel

Colloque AFSR 2022

Comment nommer le religieux ?

Enjeux confessionnels, politiques et savants

Nommer, c'est, par une ressource symbolique, identifier, reconnaître et définir. Nommer sert aussi à faire exister, symboliquement, mais c'est également, au même plan, réduire l'existence et assigner le sujet à (n')être (que) « cela ». La religion ne va pas sans confusion sur la façon de nommer et de dénommer, souvent perçue, pourtant, comme une évidence stable. Pourtant, « nommer, c'est déjà prédiquer » (Siblot, 2001). Cet acte linguistique est en effet une opération politique qui forge, de manière ritualisée, les façons juridico-normatives et sociales d'énoncer le religieux. La religion possède elle-même une dimension en quelque sorte *performative* et perlocutoire et dispose, par le langage, mais aussi le récit et le rite, d'une capacité de créer des imaginaires tout autant que des réalités. Ce colloque entend donc s'intéresser aux *mots* par lesquels le religieux est parlé, pratiqué, pensé et étudié, à la façon dont ses acteurs sont qualifiés et se qualifient. En quels termes les adhérents/pratiquants d'une religion – ceux que Jeanne Favret-Saada (2017) hésite à nommer « religionnaires », et qualifie du terme ancien de « dévots » – se désignent-ils ? Comment sont-ils dénommés par autrui ? Par quelles catégories sont-ils présentés et représentés dans les sciences sociales ? Le colloque *Comment nommer le religieux ? Enjeux confessionnels, politiques et savants* propose de s'intéresser à diverses religions, courants et mouvements religieux issus des monothéismes ou non, en parcourant différentes régions du monde, voire en mobilisant des comparaisons, pour saisir les jeux de désignation à l'œuvre, et les enjeux qu'ils portent.

En insistant sur l'importance de considérer le rapport entre des *auto* et *hétéro*-nominations (émiques vs étiques), sur la place de la construction des discours (Bonnafous, Krieg-Planque, 2014), sur l'influence des contextes historiques et des rapports sociaux puis l'évolution socio-sémantique historique des usages d'un mot (Dufoux, 2011), nous nous intéressons à *l'acte* de nommer et de dénommer puisqu'il s'agit surtout d'une « prise de position par rapport à l'objet que l'on nomme » (Calabrese Steimberg, 2012). Que ce soit pour des catégories et nominations ordinaires et savantes, nous étudierons ce qui traverse les significations : les systèmes de relation, les continuités, les ruptures, les déplacements, les transformations voire les mutations (Foucault, 1969, p. 10-11). Cette réflexion nécessite néanmoins d'être vigilant.e quant à la question des traductions comme des circulations et réceptions des idées. Les recherches en histoire intellectuelle montrent en effet la nécessité de contextualiser les dénominations et appellations, mais aussi les catégories de pensée, les ancrages sociaux, les conflits d'interprétation dans un contexte de circulation internationale des idées (Pockock, 1989, 2015 ; Skinner, 2002). Nommer et dénommer, c'est aussi penser les problèmes de circulation et de traduction, les passages d'une langue de référence à une autre, d'un univers à un autre.

Comment nomme-t-on le religieux ? Le colloque *Comment nommer le religieux ? Enjeux confessionnels, politiques et savants* propose d'étudier à travers trois axes la manière dont le religieux est substantivé par : 1) la façon dont les actrices et les acteurs se présentent et s'identifient – soit les nominations émiques (Sardan, 1998) et l'*auto*-dénomination ; 2) la manière dont les autres les désignent (nomination étique et *hétéro*-dénomination) ; enfin 3) la façon dont les chercheuses et chercheurs nomment les acteur.rice.s religieux.

1) Le **premier axe** s'intéresse à *l'auto-dénomination et aux dénominations émiques*, soit à la manière dont les individus/groupes se présentent et s'identifient en y apportant différentes significations. On voit que des courants religieux peuvent entretenir un flou sur l'identité d'un mouvement : on s'y dira avant tout « chrétien » alors que l'on y pratique une forme particulière de catholicisme charismatique. Appréhender les significations impliquées, induites ou supposées, nécessite également de considérer les fluctuations du sens au regard du cadre spatiotemporel, comme le montre l'analyse de l'appellation « évangelique » qui revêt des significations différentes selon les régions du monde (en France ou au Brésil) et du XVII^e siècle à nos jours. Il s'agit, dans cette perspective, de réfléchir sur les différentes (dé)nominations en considérant les cadres spatiotemporels et sociohistoriques qui les affectent. Il s'agit également d'interroger la légitimité des nominations en analysant les rapports entre *auto* et *hétéro* nominations : à quel moment le terme est-il investi par les individus et les collectifs confessants ? Pour accéder à quelles formes de légitimité ? À d'autres moments, les termes choisis permettent d'organiser une légitimité dans l'espace public en opacifiant le religieux, le soustrayant ainsi à la critique, ou écartant une possible marginalité. Les catholiques (hétéro-qualifiés d' « intégristes ») qui suivent le rite extraordinaire de saint Pie V se pensent et se désignent comme des *catholiques* et se réfèrent à saint Pierre, posé comme le fondateur de l'Église catholique.

Aussi, l'auto-qualification semble être l'enjeu d'un rapport de force aux multiples dimensions. Il s'agit tout à la fois de revendiquer une filiation (dans le cas d'un ordre religieux catholique, par exemple : les frères prêcheurs sont aussi les Dominicains, « fils » de Domingo de Guzmán, mais

aussi, par un jeu de mots, les « chiens de Dieu », *Domini canes*) et de capter la légitimité d'une figure. La dénomination singulière permet aussi de faire exister et routiniser un charisme, un style qui devient une tradition, et de faire exister une voie spirituelle distincte. Se nommer permet dès lors de s'affirmer. Cette distinction linguistique et spirituelle apparaît également avec certain.es salafistes lorsqu'ils disent se référer à la véritable pratique des premiers musulmans, des « pieux ancêtres » (*salaf*). Dans le judaïsme, la désignation comme orthodoxes définit également un rapport censément « authentique et entier » à la loi juive. Dans trois cas évoqués, la question de la pureté et de la vérité portées par le nom, et actées par des pratiques, dénote un enjeu important, du point de vue de la nomination de soi. Enfin, les nominations émiqes peuvent également être familières (comme « muslim », en France, ou « Talas » – catholiques pratiquants, qui « vont à la messe », dans les années 1960 –, « catho », ou même « frère » et « sœur », « une voilée »). Ces dénominations courantes qui constituent des modes ordinaires « affaiblis » de désignation forment des signes internes de reconnaissance et constituent une sorte de premier ou second niveau d'auto-dénomination.

2) **Le deuxième axe** propose de s'intéresser aux *hétéro-nominations*. Comment les individus qui adhèrent à ou pratiquent une religion, une confession ou un courant religieux, sont-ils identifiés par autrui ? Les noms subissent évidemment les aléas, heurs et malheurs de l'histoire. Ainsi, « religionnaires » désigne au XVI^e siècle « ceux de la religion prétendument réformée ». La catégorie « musulman » s'est trouvée énoncée différemment selon les cadres sociohistoriques : « Sarrasins » (Tolan, 2003), « Turcs » et « Mahométans » (Dakhliya, Vincent, 2001), etc. La colonisation des pays à majorité musulmane a également eu une influence sur les significations données au mot (Blévis, 2001 ; Duquesne, 2006). Parfois le mot qui évoque une identité religieuse fait l'objet d'une censure ou devient tabou. À d'autres moments il devient parfaitement légitime, voire prestigieux, selon que l'on se place du point de vue de l'État, des institutions ou des actrices et acteurs eux-mêmes. La « bonne » et « juste » façon de nommer constitue alors un enjeu non seulement religieux, mais social et politique. Il convient alors de considérer le statut des locuteurs (Gonzalez, 2014), les ressources d'autorité, les capitaux et les positions de porte-parole ainsi que la place des rapports de conflictualité, de différenciation et de distinction (Bourdieu, 2001).

Nommer les religions en présence, pour les reconnaître, est aussi un enjeu des politiques publiques, nationales, cantonales ou régionales, dès lors qu'il s'agit de leur conférer une légitimité, de leur accorder un droit à financement, de leur reconnaître des droits et des devoirs. Une structure comme la Miviludes, en France, et la désignation des dérives sectaires de « nouveaux mouvements religieux » mettent aussi en jeu non seulement l'analyse de ces mouvements mais un certain mode de désignation à leur égard. La dénomination religieuse prend enfin un sens particulier dans les pays où la religion d'appartenance s'inscrit sur l'état civil et vient qualifier un.e citoyen.ne.

Certains mots qualifient pourtant le religieux sans que les adhérent.es/pratiquant.es d'une religion ne les mobilisent pour autant, ou parfois dans des acceptions fort différentes. Ainsi du terme de prosélytisme, qui peut être perçu dans un sens descriptif ou péjoratif, pouvant conduire à l'interdiction. Surtout, dans les trois monothéismes, les mots de « fondamentalisme » et d'« intégrisme » ne semblent jamais utilisés par les acteur.rice.s eux-mêmes, mais plutôt par d'autres acteurs (poli-

tiques, médiatiques, observateurs sociaux...) non ou a-religieux, l'objectif étant alors, le plus souvent, de les disqualifier, ou d'exprimer une crainte à l'égard des positions que ces groupes peuvent énoncer, de leur façon de vivre, réelle ou supposée, ou des actions qu'ils peuvent ou pourraient mener. Le mot « islamiste » semble ajouter à « islamique » et à « musulman » une connotation politique : il constitue une *hétéro-catégorisation* à charge négative qu'il n'a pourtant pas portée à ses débuts. Parfois, d'autres termes issus de l'observation et du contrôle social, dans la prévention de possibles actes criminels, tels que celui de « radicalisation », quand ce n'est pas celui de terrorisme, viennent qualifier implicitement ou explicitement le religieux. Plus largement, des dénominations hybrides sont également employées, comme l'expression « judéo-chrétien », dont le sens réel demeure incertain.

Pour saisir les enjeux de l'hétéro-dénomination, il convient d'appréhender l'imbrication des rapports et des positionnements sociaux contribuant à objectiver les termes. Comment deviennent-ils des « mots désignants ou instituants » (Guilhaumou, 2000, p.114) ? Comment relèvent-ils de processus de (dé)légitimation, de conflictualisation, de distinction ? Parfois, une forme de légitimation se traduit dans la sécularisation des noms donnés aux structures, associations, syndicats, partis politiques (Portier, Raison du Cleuziou, 2021; Steueur, Yankaya, Zouaoui, 2019).

L'étude historique de la taxinomie « paganisme, judaïsme, christianisme » montre que dans les premiers textes chrétiens, le classement de la religion des autres servait à tracer les frontières de sa propre identité : « C'est d'abord dire ce que nous sommes et ce que nous ne sommes pas » (Massa, 2017, p. 691).

Un autre aspect doit également être considéré ici, l'influence du nom donné aux rivaux pour se dénommer au sein d'une même confession religieuse, ou vis-à-vis d'autres religions. Ainsi les « libéraux » peuvent désigner pour des Juifs hassidiques Loubavitch de faux Juifs, qui ne pratiquent pas réellement la loi juive, ou, pour des protestants évangéliques, des chrétiens « sécularisés » et non-confessants. Comment saisir les différents termes mobilisés et mobilisables pour (dé)nommer les rivaux (ceux qui ne pratiquent pas, pense-t-on, « la vraie religion »), au sein d'une même confession, ou d'autres religions, et comment les situer ? Selon les périodes historiques, ces (dé)nomina-tions soulignent les dynamiques internes aux religions.

Dans ce cadre, une réflexion peut être menée quant aux passages possibles entre des termes émiques et étiques : quelles passerelles existe-t-il entre les catégories étiques et émiques ? L'expression « catholique romain » semble ainsi relever d'abord d'une dénomination exogène critique, en milieu protestant anglo-saxon, peu présente en France, pour accéder ensuite à une forme d'auto-nomination.

3)Le troisième axe propose d'appréhender plus spécifiquement *les dénominations et catégorisations d'observation et d'analyse mobilisées par les chercheuses et les chercheurs* ainsi que les cadres pratiques et analytiques associés à partir desquels ils et elles objectivent leurs sujets. Il invite également, à rebours, à comprendre comment les observations et catégories d'analyse sont influencées par la manière dont sont définis et nommés les sujets. Max Weber est ainsi clairement à l'origine de plusieurs distinctions savantes qui ont créé des catégories de pensées. Plus récemment, dans le cadre des travaux sur l'islam contemporain par exemple, les expressions « islam de marché », « islam politique », « islam au quotidien », etc., agissent de la même, se rapportant à des champs d'action, mais aussi à des champs d'études distincts, parfois concurrents, souvent critiques. L'usage pluriel de certaines qualifications, désignations, (auto)dénominations par les acteur.rice.s (a)religieux eux-mêmes peut porter à confusion et devenir un défi intellectuel obligeant la chercheuse et le chercheur au travail de déconstruction du *sens commun* et de ce qui *semble aller de soi* (Bourdieu, 1987). En ce sens, nommer ne confère-t-il pas aux chercheur.euse.s une certaine *performativité épistémologique*, tant dans la capacité à créer des champs d'études qu'à créer des réalités et des imaginaires collectifs ? On peut effectivement s'interroger sur l'adéquation entre la manière dont la.le chercheur.euse identifie ses sujets et son objet de recherche et la manière dont les acteurs/actrices eux-mêmes se reconnaissent dans ces désignations (Gonzalez, 2014). Si pour certain.es, il semble facile de les identifier et de les nommer, pour d'autres les multipositionnements, ou encore la manière de définir les catégories d'analyse, sont bien moins aisés – à cela s'ajoutent la perte d'information liée aux assignations et aux imaginaires collectifs auxquels les termes renvoient, puis la nécessité de nommer, en dialogue avec le contexte d'élaboration et de production des savoirs. Dès lors, le processus d'objectivation des nominations ordinaires en catégories savantes est un enjeu scientifique mais non sans portée politique. Cet axe propose de discuter et de réfléchir sur les désignations et les termes employés par les chercheur.euse.s pour parler de leurs sujets et objets de recherche sur le religieux dans ses différentes manifestations sociales.

Toutefois, les problématiques qui apparaissent dans ce troisième axe traversent également, bien évidemment, les deux précédents. N'est-ce pas le plus souvent les chercheuses et chercheurs, repris parfois par les journalistes et les médias, qui problématisent la manière dont les adhérent.es/pratiquant.es se nomment ou sont nommé.es ? D'ailleurs, les confusions entre les discours ordinaires et les discours savants caractérisent particulièrement les sciences sociales du religieux. Comment faire la part des choses entre l'étude d'un culte et celle du rapport qu'entretiennent les acteurs – et parfois les chercheurs et chercheuses eux-mêmes – à celui-ci ? Il est donc important de repérer les oppositions, les complémentarités et les imbrications voire les décalages quant à l'usage des mots au prisme de la création des catégories de recherche : comment réussir à pratiquer une « interprétation sur l'émiq en prenant au sérieux l'interprétation dans l'émiq ? » (Sardan, 1998).

Ce travail impose aussi d'aborder les affrontements et conflits entre les chercheuses et chercheurs quant aux *façons de nommer*, et pour à la fois imposer leurs propres mots et leurs propres catégories pour construire leurs objets, et récuser ceux et celles des autres... La recherche en sciences sociales du religieux forme aussi une scène de conflits d'interprétations qui relèvent à la fois de l'épistémologie, de l'histoire, des questions politiques, des engagements religieux ou des sympathies confessionnelles des chercheurs, mais opère aussi en lien avec d'autres enjeux de pouvoirs (par l'expertise

après des autorités et pouvoirs publics, par exemple). Mais ces conflits concernant les dénominations scientifiques ne relèvent-ils pas aussi de l'interprétation du monde social ?

Se pose enfin la question de la dénomination par les chercheurs et chercheuses d'une part de tous ceux, nombreux, qui se situent dehors des catégories religieuses (« athée », « incroyants », « non pratiquants » et « agnostiques »), ou, d'autre part, ont quitté une religion (« post-chrétiens », « ex-musulmans » ou « *back-ground* musulman », Willems, 2019), en des dénominations qui se construisent en relation avec le religieux (Bréchon, Zwilling, 2020). La question de la dénomination des acteurs religieux ne saurait négliger ce « reste », qu'elle crée et figure par la distinction qu'elle opère, la communauté qu'elle crée.

*

Ce colloque propose donc d'appréhender les **(dé)nominations des acteurs.trices religieux.euses en mettant l'accent sur l'articulation entre *auto* et *hétéro*-désignations, soit les dimensions émique et étique** (et leurs croisements), les évolutions d'une situation à l'autre (sphère privée, publique, politique ou sectorielle), d'une relation à l'autre (relation de proximité, d'alliance, de conflit ou de concurrence), selon les champs et les secteurs. Nous souhaitons ouvrir une **réflexion** croisée **interdisciplinaire** (sociologie des religions, anthropologie, histoire, science politique, sciences de l'information et de la communication, sciences du langage, psychologie sociale, géographie sociale, littérature, philosophie, droit, etc.) en invitant les chercheuses et les chercheurs proposant une communication à considérer la place de l'histoire, des cadres sociaux et la spécificité des approches disciplinaires et méthodologiques dans la question des dénominations religieuses. Les contributions proposées seront de préférence appuyées sur un corpus et/ou un terrain.

Références bibliographiques citées :

- Arkoun (Mohammed) (dir.), 2006, *Histoire de l'islam et des musulmans en France*, Paris, Albin Michel.
- Blévis (Laure), 2001, « Les avatars de la citoyenneté en Algérie coloniale ou les paradoxes d'une catégorisation », *Droit et société*, 48, p. 557-581.
- Bonnafous (Simone), Krieg-Planque (Alice), 2014, « L'analyse du discours », in Olivési (Stéphane), *Sciences de l'information et de la communication*, Grenoble, PuG, p. 223-238.
- Bourdieu (Pierre), 1987, *Choses dites*, Paris, Minuit.
- Bourdieu (Pierre), 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard.
- Bréchon (Pierre), Zwilling (Anne-Laure) (dir.), 2020, *Indifférence religieuse ou athéisme militant ? Penser l'irréligion aujourd'hui*, Grenoble, PuG.
- Calabrese Steimberg (Laura), 2012, « L'acte de nommer : nouvelles perspectives pour le discours médiatique », *Langage et société*, 140/2, p. 29-40.
- Dakhli (Jocelyne) et Vincent (Bernard) (dir.), 2011, *Les musulmans dans l'histoire de l'Europe. Une intégration invisible*, Paris, Albin Michel.
- Dufoix (Stéphane), 2011, *La dispersion. Une histoire des usages du mot diaspora*, Paris, éd. Amsterdam.
- Duquesne (Jacques), 2006, « On refusa de les appeler Algériens, ils se nommèrent musulmans » in Arkoun, dir., 2006.
- Favret-Saada (Jeanne), 2017, *Les sensibilités religieuses blessées. Christianismes, blasphèmes et cinéma 1965-1988*, Paris, Fayard.
- Gonzalez (Philippe), 2014, *Que ton règne vienne. Des évangéliques tentés par le pouvoir absolu*, Genève, Labor et Fides.

- Guilhaumou (Jacques), 2000, « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèse*, 38, *Figures de l'exil*, p. 105-118.
- Massa (Francesco), 2017, « Nommer et classer les religions aux IIe-IVe siècles. La taxinomie "paganisme, judaïsme, christianisme" », *Revue de l'histoire des religions*, 4, p. 689-715.
- Portier (Philippe), Raison du Cleuziou (Yann), 2021, « Partis politiques et religions : entre sacralisation du politique et sécularisation du religieux. Avant propos », *Revue internationale de politique comparée*, 28/1-2.
- Sardan (Jean-Pierre Olivier de), 1998, « Émique », *L'Homme*, 147, p. 151-166.
- Siblot (Paul), 2001, « De la dénomination à la nomination. Les dynamiques de la signifiante nominale et le propre du nom », *Cahiers de praxématique*, 36, p. 189-214.
- Steueur (Clément), Yankaya (Dilek), Zouaoui (Hassan), 2019, « Nommer l'islam politique. Répertoire lexical d'un réformisme et ses réappropriations locales dans les noms de partis islamistes », *Mots. Les langages du politique*, 120, p. 145-163.
- Tolan (John), 2003, *Les Sarrasins. L'islam dans l'imagination européenne au Moyen-âge*, Paris, Flammarion.
- Willems (Marie-Claire), 2019, « Cesser d'être musulman.es. Décompositions et recompositions en jeu », in Tersigni (Simona), Vincent Mory (Claire), Willems (Marie-Claire) (dir.), *Le religieux au prisme de l'ethnisation et de la racisation*, Paris, éd. Pétra.

Modalités de proposition :

Un résumé de 600 mots indiquant le titre, le nom de l'auteur ou de l'auteure, son affiliation et son e-mail de contact sont à envoyer à afsr.association@gmail.com, au plus tard le 2 avril 2022. Un retour aux auteurs.es sera donné le 11 avril 2022.

Comité scientifique :

Alexis ARTAUD DE LA FERRIERE, Royal Holloway, University of London
 Pierre BAUDRY, Groupe sociétés religions laïcités ; Université de Bourgogne
 David DOUYERE, Prim, Université de Tours
 Bochra KAMMARTI, Cespra, EHESS
 Yann RAISON DU CLEUZIOU, Institut de recherche Montesquieu, Université de Bordeaux
 Marie-Claire WILLEMS, Sophiapol, Université Paris Nanterre
 Dilek YANKAYA, Mésopolhis, Sciences Po Aix

* *

*